

# ELECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1967

## LILLE 1<sup>re</sup> CIRCONSCRIPTION

ELECTRICES, ELECTEURS,

**Candidat du Centre démocrate de Jean LECANUET**, j'ai l'honneur de solliciter vos suffrages - Né à Lille, le 29 Octobre 1912, j'y exerce la profession d'Avoué depuis 1938, et suis adjoint au maire depuis 1947.

Père de huit enfants, j'habite Lambersart depuis 25 ans, ma famille maternelle est originaire de Wambrechies.

**Autant de raisons de mon enracinement profond dans la 1<sup>re</sup> Circonscription du Nord.**

**Mon Ami Paul VERBEKE**, mon suppléant éventuel, représentant, père de six enfants fondateur du Centre démocrate de Lambersart, militant d'Action Européenne est bien connu par son dynamisme, son dévouement et son action sociale.



## MES OPTIONS FONDAMENTALES

**Libéral et démocrate**, je suis partisan de toutes les libertés individuelles, civiques et familiales dans le respect des droits de chacun et aussi d'une amnistie franche et complète.

**Nous avons tous trop souffert des désordres du régime politique de la 4<sup>e</sup> République, pour accepter le retour aux errements du passé.** C'est pourquoi :

- **La Constitution de la V<sup>e</sup> République**, votée par 82 % des Français **doit être respectée par tous**, aussi haut placés soient-ils.
- **L'élection du Président de la République au suffrage universel** ne peut être remise en question.
- **La stabilité**, indispensable au gouvernement efficace de la Nation **doit être maintenue** à tout prix, mais elle **doit résulter** non de la seule présence du Général de Gaulle, mais de **l'équilibre permanent des Institutions**. Elle le sera si l'Assemblée Nationale, issue du scrutin de Mars 67, instaure un **gouvernement de législature**, qui ne pourrait être renversé, que par une motion de censure, marquant la défiance des Représentants élus de la Nation et entraînant, en même temps, la dissolution de l'Assemblée : lourde menace qui sera cause de stabilité.



# MON PROGRAMME :

## a) POLITIQUE ÉCONOMIQUE

**Les Faits :** Après huit années de pouvoir d'un gouvernement U.N.R. au sein du Marché Commun, la France a le triste privilège d'être au premier rang

— **Quant à la hausse du coût de la vie**  
dont l'indice est passé de 100 en 1958 à 129 (contre 108 au Luxembourg, 111 en Belgique, 114 en Allemagne, 119 au Pays-Bas et 124 en Italie)

— **Quant aux charges fiscales et parafiscales**  
qui grèvent le revenu national.

Et pendant ce temps, le S.M.I.G. n'est qu'à 2,058 francs l'heure à Lille, le chômage déjà présent mais plus encore menaçant ébranle la sécurité de l'emploi ; **le coût de la vie monte, le montant des ressources familiales diminue.**

**Les remèdes :** C'est que l'économie soit au service des hommes. Pour relancer l'expansion le Centre démocrate propose un plan comportant une modification des priorités budgétaires par :

— une réduction des dépenses militaires portant sur la diminution progressive des dépenses engagées pour la force de frappe.

— une inflexion du régime fiscal dans le sens d'un encouragement aux investissements productifs,

— l'assouplissement du contrôle des prix et du crédit,

— la décentralisation rationnelle de l'économie et la revitalisation des régions.

Il s'agit aussi de poursuivre une politique agricole européenne dont les effets favorables à l'agriculture française n'ont été obtenus que trop tardivement, sans pour autant condamner le principe de l'exploitation familiale.

## b) JUSTICE SOCIALE

Celle-ci passe d'abord par le plein emploi et la sécurité. Elle implique un effort vigoureux et soutenu en matière de logement, d'enseignement et d'équipement hospitalier. Elle conduit à une prise de conscience des besoins essentiels.

de la famille : par le réajustement des allocations familiales ;

des jeunes : par la formation professionnelle et la création d'emplois nouveaux ;

des personnes âgées : par la retraite des vieux travailleurs portée au 2/3 du S.M.I.G.

## c) POLITIQUE INTERNATIONALE

La France ne peut s'isoler dans le nationalisme. La véritable indépendance ne peut être préservée que dans une **Europe Unie**, communautaire, dotée d'un exécutif européen, seule capable de peser d'un poids décisif dans la Paix du Monde.

## d) POLITIQUE RÉGIONALE ET MÉTROPOLE

Notre région a pris un retard considérable dans le domaine de l'économie ; sur ce point la carence de nos parlementaires (trois députés de Lille sont U.N.R.) a été évidente. Leur responsabilité est lourde.

Monsieur Louis CHRISTIAENS, député sortant de la première Circonscription, à nouveau candidat n'est jamais intervenu à la tribune de l'Assemblée Nationale pour attirer l'attention du Gouvernement sur les problèmes posés par

— les fermetures d'usines. — le sous emploi. — la métropole,

ou encore la réforme des finances locales, cause essentielle de l'aggravation du nombre des centimes communaux et départementaux. Par contre **il a voté inconditionnellement la T.V.A.**

Je pense quant à moi que la métropole doit maintenant entrer dans l'ère des faits et que le choix des premières réalisations doit marquer le souci d'intégrer toutes les communes et non pas seulement quelques privilégiées, à ce grand dessein, et à cet égard je défendrai avec un soin tout particulier les intérêts de LAMBÈRSART, MARQUETTE, SAINT-ANDRÉ et WAMBRECHIES trop délaissées dans les plans actuels.

Je ne vous fais pas de fausses promesses, ni ne vous annonce des miracles, mais si vous m'accordez votre confiance je m'engage à plaider de toute ma conviction auprès des pouvoirs publics le dossier solidement charpenté des besoins évidents de notre région et de la place essentielle qu'y occupe notre circonscription.

**Ma candidature se place sous le signe de l'EFFICACITÉ.**

**Elle fait appel aux femmes et aux hommes de bonne volonté qui comprennent la nécessité d'un grand rassemblement centriste éloigné de tous inconditionnels, quels qu'ils soient.**

**Gustave ROMBAUT**